



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1081>

Et maintenant...

- Actualités -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2012

L'École Émancipée

Voir enfin le départ de Sarkozy, de ses ministres, de ses sous-fifres zélés était, au soir du 6 mai, un plaisir à ne pas boudier après des années de destructions et de mépris. Etre enfin débarrassé par les urnes des Guéant, Hortefeux, Péresse, Chatel et autres n'est pas rien. Les mouvements sociaux, les luttes syndicales, même perdues, de ces dernières années y ont contribué, trouvant une concrétisation dans les appels inédits de la CGT, la FSU ou Solidaires à en finir avec ce gouvernement. Pourtant, les résultats du FN au premier tour, la campagne de la droite dure lorgnant ostensiblement vers la vague bleu marine ont laissé un arrière-goût amer.

Le gouvernement Sarkozy, soutenu par le MEDEF, a beaucoup beaucoup légiféré et cassé. Il y a à défaire (vite) et surtout à reconstruire. Il y a dans l'élection de F. Hollande une large part d'exaspération et de rejet de N. Sarkozy. Il reste dans la société française des fractures, des peurs qui mettront longtemps à guérir. Elles sont installées sur une croissance insupportable des inégalités sociales mais aussi sur des conceptions volontairement simplistes assénées régulièrement : comme « la faute à la crise », « aux immigrés », « aux musulmans » (immigrés ou pas) , « aux assistés » ...

C'est à un vrai travail d'éducation populaire qu'il faut s'atteler, sérieusement et en profondeur, sur les questions économiques (la dette, la fameuse règle d'or...) mais aussi la laïcité, l'immigration. Sinon, comme en Hongrie, au Danemark ou en Grèce aujourd'hui, la droite populiste, l'extrême-droite récolteront sans difficulté ce qu'elles ont déjà ensemencé.

Les marchés s'inquiètent encore et continuent à faire leur loi... mondiale Les médias, la classe politique continuent de parler des craintes des « investisseurs », il serait plus simple de parler de « spéculateurs ». Les plans d'austérité de plus en plus durs imposés ces derniers mois apparaissent pour ce qu'ils sont : une volonté d'affaiblir partout les droits des peuples.

L'Europe est à un tournant

Merkozy, c'est fini mais l'avenir du pacte budgétaire européen est loin d'être réglé. Pourtant, la situation en Grèce ou en Espagne montre bien que l'empilement de plans d'austérité conduit à des difficultés économiques plus grandes, des taux de chômage records, la menace de nouveaux cracks bancaires. Relancer la croissance (et donc l'emploi) dans la zone euro, c'est d'abord desserrer l'étau de l'austérité et de la réduction des dépenses publiques, c'est aussi arrêter la politique du chacun pour soi de la concurrence entre Etats (et salariés !) et jouer de vraies solidarités, de vraies capacités d'intervention, via la BCE notamment.

En France, les attentes sont fortes

Le chômage est à un niveau historique, les annonces de plans de licenciements se poursuivent, l'emploi public est sinistré. Les réformes sarkozystes, celle des retraites surtout mais aussi celles de l'Etat avec la RGPP, dans la Justice, l'Education, l'environnement, la santé ont profondément dégradé les conditions de vie des Français et les conditions de travail dans la fonction Publique. Il serait illusoire de rêver à un simple effacement des années noires,

tant les modifications ont été profondes (fusion pôle-emploi ou loi LRU par exemple). Les passages en force dans tous les secteurs, les attaques en règle contre le syndicalisme ont détérioré les capacités du mouvement syndical à gagner sur ses exigences revendicatives. Il va falloir beaucoup reconstruire de ce point de vue aussi. F. Hollande a déjà annoncé pour la mi-juillet une conférence nationale avec les partenaires sociaux pour discuter des « priorités », dont l'emploi et la protection sociale. Il faudra que les syndicats soient capables de construire de vraies convergences revendicatives et des mobilisations.

Des mesures d'urgence sont indispensables, pour, symboliquement, tourner vraiment la page des années des années Sarkozy mais aussi, et surtout, pour répondre aux besoins immédiats des populations les plus en difficulté. Parmi les mesures déjà exigées par des organisations syndicales, le mouvement associatif : moratoire sur les expulsions, augmentation du Smic et des minima sociaux, suspension des plans de licenciements, plan d'urgence pour la rentrée 2012 dans l'éducation ... et très vite arrêt de la RGPP et de la RÉATE.

D'autres questions importantes pour l'avenir vont, elles-aussi, être dans le paysage : chantiers « prioritaires » égalité et jeunesse, nouveaux emplois jeunes ou projet de loi sur la décentralisation...qui sans doute généreront de vifs débats !

Les marchés financiers, la troïka, le MEDEF ne vont pas se considérer battus par la seule défaite de Sarkozy. Face aux pressions néo-libérales qui continueront à s'exercer, la mobilisation sociale, sous toutes ses formes, en France comme en Europe, reste à l'ordre du jour.

Isabelle Sargeni-Chetaud, le 7 mai 2012